

Gilbert Orsoni

Maître-assistant à l'Université de droit,
d'économie et des sciences d'Aix-Marseille

le contentieux administratif du travail

Dalloz
11 rue Soufflot
75240 Paris
cedex 05
1983

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	1
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE	3
I. — Les sources	5
A. — La Constitution	5
B. — La loi	12
C. — Les principes généraux du droit	13
D. — Les règlements	14
E. — Les autres sources du droit du travail	15
II. — Les frontières	16
A. — La fonction publique	16
B. — La fonction industrielle et commerciale	17
1) Les rapports individuels de travail	17
2) Les rapports collectifs de travail	22
C. — Le personnel non fonctionnaire	27
1) Les auxiliaires	28
2) Les contractuels	28

PREMIÈRE PARTIE

LES INSTITUTIONS ET LES PARTENAIRES SOCIAUX

CHAPITRE 1. — L'ENTREPRISE ET LE CHEF D'ENTREPRISE	33
I. — La notion d'entreprise	33
II. — Entreprise et établissement	36
III. — Règlement intérieur et pouvoirs du chef d'entreprise	39
A. — Le règlement intérieur	39
B. — Le pouvoir disciplinaire	45

CHAPITRE 2. — LES INSTITUTIONS DU TRAVAIL. — JURIDICTIONS SPÉ- CIALISÉES ET ADMINISTRATION DU TRAVAIL	47
I. — La juridiction prud'homale	47
A. — Le décret de 1974 et le juge administratif	48
1) <i>Le référé</i>	48
2) <i>L'unité d'instance</i>	49
3) <i>Le caractère contradictoire de la procédure</i>	49
4) <i>Les pouvoirs juridictionnels du bureau de conciliation</i>	49
5) <i>Le principe de la parité</i>	49
B. — La loi de 1979 et le juge administratif	50
1) <i>Les conditions d'électorat</i>	50
2) <i>La détermination de l'activité principale de l'employeur</i>	50
3) <i>Le classement des entreprises</i>	51
4) <i>La section d'option</i>	51
5) <i>Les atteintes au respect de la vie privée</i>	52
6) <i>Les infractions punissables de peines contraventionnelles</i>	52
II. — L'administration du travail et les institutions non étatiques ...	53
A. — L'inspection du travail et de la main-d'œuvre	53
1) <i>L'organisation du corps des inspecteurs du travail</i>	54
2) <i>Compétence et pouvoirs de l'inspecteur du travail</i>	55
B. — Les agences spécialisées	56
C. — Les professions permettant une meilleure protection des tra- vailleurs	58
1) <i>Les services médicaux du travail</i>	58
2) <i>Les services sociaux du travail</i>	60
CHAPITRE 3. — LES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL	61
I. — Le contentieux lié à l'élection des représentants du personnel .	63
A. — Le cadre de l'élection	63
B. — La formation des collèges et la répartition des sièges	65
C. — La répartition du personnel entre les collèges	69
D. — L'éligibilité	70
E. — Candidatures. Déroulement du scrutin	73
II. — La fin du mandat de représentant du personnel	74
III. — Les pouvoirs consultatifs du comité d'entreprise	75
IV. — La représentation du personnel dans une entreprise qui a son siège à l'étranger et des établissements en France	76
V. — Les représentants du personnel dans le secteur public	78
CHAPITRE 4. — LES SYNDICATS	81
I. — La nature juridique des syndicats	81

II. — La constitution du syndicat	84
III. — Composition du syndicat et organisation du mouvement syndi- cal	85
A. — La composition du syndicat	85
B. — L'organisation du mouvement syndical	86
IV. — L'action syndicale	87
V. — La section syndicale	90
VI. — Les principes applicables	91
A. — Liberté syndicale et refus du monopole	91
B. — La protection du mandat syndical	92
C. — L'interdiction de toute activité politique ou confessionnelle	93
D. — Les atteintes à l'égalité. La représentativité syndicale	94
1) <i>Les critères de la représentativité</i>	95
a) le critère quantitatif, les effectifs	96
b) Les critères qualitatifs	98
— L'influence, l'audience du syndicat	98
— L'indépendance	98
— L'activité et l'ancienneté du syndicat	99
— Autres critères	100
2) <i>Le cadre et la date d'appréciation de la représentativité</i>	101
a) Le cadre de la représentativité	101
— Le cadre professionnel ou interprofessionnel	101
— Le cadre territorial	102
b) La date de la représentativité	103
3) <i>Les autorités chargées de la délimitation de la représentati- vité</i>	104
CHAPITRE 5. — LES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS	107
I. — L'accueil et les autorisations de travail	108
II. — Les droits des travailleurs étrangers	114
III. — Le départ des travailleurs étrangers	116
A. — L'expulsion	117
1) <i>Le domaine de l'urgence absolue</i>	117
2) <i>Le sursis à exécution</i>	117
3) <i>La nature du contrôle exercé</i>	119
B. — L'aide au retour	121

DEUXIÈME PARTIE

LA VIE SOCIALE

CHAPITRE 1. — LES CONVENTIONS COLLECTIVES	125
I. — La nature juridique des conventions collectives	126
II. — Le champ d'application des conventions collectives	127
III. — L'élaboration des conventions collectives	129
IV. — Le régime des conventions collectives	130
V. — L'extension des conventions collectives	132
A. — Les règles de forme	133
B. — Le contentieux de la branche d'activité	137
1) <i>La conception étroite de la notion de branche d'activité</i>	137
2) <i>La conception large de la notion de branche d'activité</i>	138
C. — La durée de l'extension	139
CHAPITRE 2. — LES TRAVAILLEURS DANS L'ENTREPRISE. — CONDI- TIONS ET DURÉE DU TRAVAIL ; FORMATION ; RÉMUNÉRATIONS ...	141
I. — Les conditions et la durée du travail	141
§ 1. — Les conditions de travail	141
A. — L'égalité des droits dans l'entreprise	142
1) <i>L'égalité entre les sexes</i>	142
2) <i>Le reclassement des handicapés</i>	144
3) <i>La protection des enfants</i>	145
B. — Hygiène et sécurité du travail	145
§ 2. — La durée du travail	147
A. — Le temps de travail	147
1) <i>Les obligations de consultation</i>	148
2) <i>Les pouvoirs du gouvernement</i>	149
3) <i>Dérogations aux quarante heures. Récupération des heures de tra- vail</i>	150
B. — Le repos hebdomadaire	151
1) <i>Les décisions de fermeture des établissements</i>	151
a) <i>La considération de la profession et de la région</i>	152
b) <i>L'accord des syndicats intéressés</i>	153
c) <i>Les pouvoirs du préfet</i>	154
2) <i>Les dérogations</i>	154
C. — Les congés payés	157
1) <i>Le champ d'application des congés payés</i>	157
2) <i>L'indemnité compensatrice</i>	158

II. — La formation continue	158
§ 1. — L'apprentissage (la formation initiale)	158
§ 2. — La formation professionnelle continue	160
1) <i>Le droit à la formation</i>	160
2) <i>La participation financière des employeurs</i>	161
III. — Les rémunérations	161
§ 1. — Les salaires	161
A. — La réglementation des salaires	162
1) <i>La période de la réglementation administrative</i>	162
2) <i>Le retour à la liberté — relative — des salaires après 1950</i>	164
B. — Le salaire minimum	165
§ 2. — Les compléments ou substituts au salaire	167
A. — La participation aux fruits de l'expansion	167
B. — Les primes et allocations en espèces	169
C. — Les rentes pour accidents du travail ou maladies profession- nelles	169
D. — Les allocations chômage	170
CHAPITRE 3. — LES CONFLITS DU TRAVAIL	173
I. — La pratique et les conséquences de la grève	174
A. — Les sanctions prises à l'encontre de salariés protégés	175
B. — Les réquisitions	176
C. — L'expulsion des occupants	178
II. — La grève dans les services publics	180
A. — Les modalités de la loi du 31 juillet 1963	181
B. — Interdiction et limitations administratives au droit de grève	181
CHAPITRE 4. — LES LICENCIEMENTS	185
I. — Les licenciements pour motif économique	186
§ 1. — Procédure et autorisations administratives de licenciement	188
1) <i>Les règles procédurales</i>	188
2) <i>L'intervention de l'autorité administrative</i>	190
§ 2. — Les questions préjudicielles	193
§ 3. — Les procédures d'urgence. Sursis à exécution, référé	196
1) <i>Le sursis à exécution</i>	196
2) <i>Le référé</i>	197
§ 4. — La portée du contrôle	198
§ 5. — La responsabilité de l'administration	201

II. — Les licenciements de salariés protégés	203
§ 1. — Procédure et autorisations administratives de licenciement des salariés protégés	203
1) <i>Les règles procédurales</i>	203
2) <i>L'intervention de l'autorité administrative</i>	205
§ 2. — Les procédures d'urgence	207
§ 3. — La portée du contrôle du juge administratif	208
CONCLUSION	215